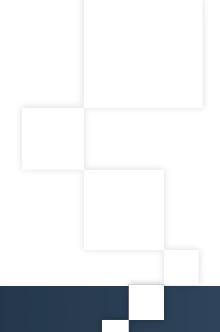


EMPLOI-QUÉBEC

LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET L'EMPLOI PAR INDUSTRIE AU QUÉBEC

PERSPECTIVES À MOYEN (2015-2019) ET À LONG TERME (2015-2024)









Rédaction

Lassad Damak, économiste et économètre Youssef Hajoui, économiste et économètre

Modélisation

Lassad Damak, économiste et économètre Youssef Hajoui, économiste et économètre

Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail Emploi-Québec

Édition

Direction des communications Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Ce document contient des données à jour en date de décembre 2015

Cette étude contient des données sur le marché du travail adaptées de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada. Cela ne constitue pas une approbation de ce produit par Statistique Canada.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2016 Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2016

ISBN: 978-2-550-75710-8 (PDF)

TABLE DES MATIÈRES

LES FAITS SAILLANTS	4
INTRODUCTION	5
LES PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL	7
LES PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCES	12
LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES RÉGIONS	16
LA DEMANDE DE REMPLACEMENT GÉNÉRÉE PAR LES DÉPARTS À LA RETRAITE	18
L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE	21
ANNEXE: TABLEAUX STATISTIQUES	23
MÉTHODOLOGIE DES PRÉVISIONS D'EMPLOI À EMPLOI-QUÉBEC	27
Prévisions de l'évolution de l'emploi par industrie	27
Prévisions des autres caractéristiques du marché du travail	28
Les prévisions par région	28
RÉFÉRENCES	29

LES FAITS SAILLANTS

- Au cours des prochaines années, il y aura d'importantes possibilités d'emploi au Québec pour les personnes qui veulent intégrer le marché du travail.
- Selon les dernières prévisions d'Emploi-Québec¹:
 - Près de 721 700 emplois seront disponibles au Québec entre 2015 et 2019. Environ le quart de ces emplois devra être pourvu pour répondre à la création nette de 168 400 emplois et les trois quarts pour remplacer les 553 300 départs à la retraite.
 - Pour la période 2015-2024, on estime à 1 372 200 le nombre de postes qui seront à pourvoir, dont 1 131 800 (82,5 %) pour combler des départs à la retraite et 240 400 (17,5 %) pour répondre à la création nette d'emplois.
- Le nombre total d'emplois au Québec devrait atteindre des sommets inégalés, soit 4 228 300 en 2019 et 4 300 300 en 2024.
- Le taux de chômage enregistrera une baisse régulière pour atteindre 6,5 % en 2019, puis 5,6 % en 2024, soit le taux le plus bas depuis 1968. Ainsi, les perspectives d'emploi seront très favorables pour les jeunes finissants, les personnes au chômage, les travailleuses et travailleurs plus âgés désirant demeurer actifs et les personnes immigrantes. Le taux de chômage sera en baisse dans toutes les régions.
- En 2019, le nombre de personnes sans emploi devrait avoir connu une baisse de 46 700, par rapport à 2014, et continuer de se replier jusqu'en 2024 (86 000 personnes, par rapport à 2014).
- Quant au taux d'emploi de la population des 15 à 64 ans, il devrait dépasser le dernier sommet enregistré en 2013 (72,2 %) pour atteindre 74,7 % en 2019, puis 76,1 % en 2024.
- La participation au marché du travail des 15 à 64 ans est déjà parmi les plus élevées des pays industrialisés, puisque le taux d'activité a atteint un sommet (78,1 %) en 2013. Ce taux devrait continuer d'augmenter au cours des prochaines années, pour atteindre 79,7 % en 2019 et même 80,4 % en 2024.
- La hausse de la participation au marché du travail des personnes de 65 ans ou plus, observée depuis le début des années 2000, se poursuivra au cours des prochaines années.

 L'augmentation rapide de cette population, occasionnée par l'arrivée des premiers bébé-boumeurs dans ses rangs et combinée à un taux d'activité toujours en croissance, fera augmenter de plus de 25 % le nombre d'aînés présents sur le marché du travail au cours des cinq prochaines années (entre 2015 et 2019). Cela représentera un apport de près de 37 200 personnes dans la population active.
- Il n'y aura pas de pénurie généralisée de main-d'œuvre au cours des dix prochaines années (2015-2024). Toutefois, la rareté de main-d'œuvre se fera sentir davantage pour certaines professions, dans certains secteurs et dans certaines régions.

Les prévisions de moyen terme sont réalisées à partir du scénario macroéconomique produit par le Conference Board du Canada (CBoC) en juin 2015. Les prévisions de long terme sont réalisées à partir du scénario macro-économique produit par le CBoC en novembre 2015.

INTRODUCTION

Les perspectives de l'emploi pour les périodes 2015-2019 et 2020-2024 reposent sur deux scénarios macroéconomiques de l'évolution du PIB fournis par le Conference Board du Canada (CBoC). Le premier (2015-2019) nous a été livré en juin 2015. Le second (2020-2024), qui prolonge le premier, l'a été en novembre 2015.

Le scénario macroéconomique sur lequel reposent les perspectives du marché du travail suppose que, comme le reste de l'Amérique du Nord, le Québec ne connaîtra pas de nouvel épisode de récession au cours de la période de prévisions. Bien entendu, les éventuelles variations conjoncturelles qui pourraient survenir au cours des deux périodes visées par les perspectives, ne sont pas prises en compte dans ces scénarios.

Ainsi, le but premier de l'exercice de prévisions de l'emploi est d'obtenir des diagnostics permettant de déterminer si les perspectives sont « favorables », « acceptables » ou « restreintes » pour près de 500 emplois de la Classification nationale des professions (CNP de niveau 4).

Les prévisions sur l'emploi total constituent une étape intermédiaire pour établir les diagnostics sur les professions. Ces données prévisionnelles sont cependant rendues publiques (sur le site de l'IMT en ligne), car elles fournissent aux divers intervenants du marché du travail une vision générale de l'évolution de ce dernier.

Avant de présenter les résultats détaillés de ces prévisions, il est important de rappeler que la toile de fond démographique qui les sous-tend est celle d'un ralentissement progressif de la croissance qui touche particulièrement la population de 15 à 64 ans.

Ainsi, selon le dernier scénario de l'Institut de la statistique du Québec², l'ensemble de la population de 15 ans ou plus augmentera de 223 500 personnes au cours des cinq prochaines années (2015-2019), soit 27 700 personnes de plus que lors du précédent exercice des prévisions de l'emploi³ (il était de +195 800 personnes pour les années 2013-2017).

Certes, la population de 15 à 64 ans s'est accrue de 7 000 personnes en 2013, mais elle a enregistré une première baisse de 3 400 personnes en 2014⁴. De plus, selon les projections de l'ISQ, elle amorcera un ralentissement plus prononcé à partir de 2016. Ainsi, la baisse sera de 26 000 personnes au cours des cinq prochaines années (2015-2019) et de 82 000 personnes au cours des dix prochaines années (2015-2024). Ce ralentissement est accentué par le fait que les premiers bébé-boumeurs célèbrent leur 68^e anniversaire en 2014. Il en résulte que l'âge médian de la retraite est de 61,4 ans en 2014, ce qui signifie que la moitié des personnes la prennent avant cet âge⁵. Ces données indiquent aussi l'importance, pour les prévisions de l'emploi, des hypothèses (non économiques) sur les taux d'activité futurs des divers groupes d'âge, notamment les 65 ans ou plus.

Un autre fait majeur à signaler est l'incertitude plus importante, cette année (2015), pour certains paramètres du modèle des perspectives. Il s'agit particulièrement du prix du pétrole et de l'évolution du taux de change. En effet, la baisse des prix du pétrole s'est poursuivie, sans fin,

^{2.} Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2011-2061*, édition 2014, scénario de référence et compilations spéciales. Les prévisions d'Emploi-Québec reposent sur le scénario démographique de référence de l'ISQ pour l'estimation de la population future; si le bilan migratoire au cours des prochaines années était plus favorable que prévu, cela pourrait se traduire par une plus forte croissance de la population active et de l'emploi. Précisons que les perspectives démographiques du Conference Board du Canada pour le Québec sont de +228 700 personnes pour ces mêmes années (soit 5 200 personnes de plus que celui de l'ISQ). Quant au scénario des perspectives d'emploi du gouvernement fédéral, il repose sur des perspectives démographiques de +208 600 personnes de 15 ans ou plus pour la même période.

^{3.} Basé sur l'ancien scénario de Projections démographiques de 2009 produit par l'ISQ.

^{4.} Selon les données de l'EPA (Enquête sur la population active).

^{5.} Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilation spéciale.

depuis l'automne 2014 et l'ébauche d'une remontée demeure incertaine. De plus, l'incertitude considérable qui entoure l'évolution future des prix du pétrole a amené les organismes à revoir, à plusieurs reprises, leurs prévisions. Sans oublier que cette chute des prix du pétrole a accentué la dépréciation du taux de change du dollar canadien, dont la valeur est essentiellement déterminée par l'évolution du prix des matières premières. Ces événements ont donc rendu l'exercice des perspectives de cette année encore plus incertain.

Signalons enfin que, dans ce rapport, nous ne présentons que les valeurs du nombre total des emplois créés au cours des périodes 2015-2019 et 2015-2024, sans préciser le nombre sur une base annuelle. En effet, nous considérons qu'il s'agit d'un exercice prévisionnel portant sur une période quinquennale ou décennale et non d'une tentative de prévision du niveau d'emploi pour chacune des années couvertes. Ces dernières, on le sait, sont affectées par des effets conjoncturels qui ne peuvent pas être intégrés à l'avance dans notre modèle prévisionnel.

Dans le même ordre d'idée, le taux de chômage, le taux d'emploi et le taux d'activité sont donnés seulement pour la dernière année de l'exercice prévisionnel (soit 2019 et 2024) et non pas pour chacune des années prises individuellement. Les chiffres annuels ne seront donc pas présentés. Cela évitera les confusions qui peuvent exister avec les prévisions de création d'emplois d'autres organismes, qui sont souvent ajustées plusieurs fois au cours de la même année, au fur et à mesure que la conjoncture évolue, ce que ne fait pas Emploi-Québec.

LES PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Pour la période 2015 à 2019, la création de nouveaux emplois devrait comprendre 168 400 postes, auxquels s'ajouteront 72 000 postes pour la période 2020 à 2024. On estime donc que 240 400 nouveaux emplois seront créés au Québec au cours de la période 2015-2024.

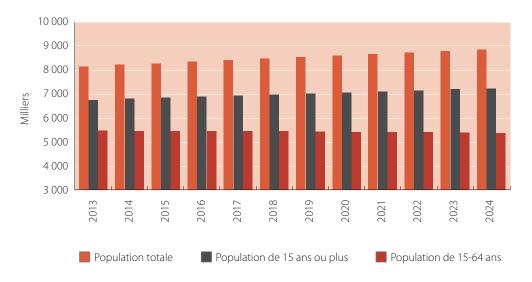
La différence entre les niveaux de création des nouveaux emplois prévus pour les années 2015-2019 et ceux prévus pour 2020-2024 résulte principalement de la baisse, plus marquée, de la population active des 15 à 64 ans à partir de 2020.

Aux emplois créés s'ajouteront tous les postes à pourvoir à la suite des départs à la retraite. Ces postes sont estimés à 1 131 800 pour la période 2015 à 2024, dont 553 300 pour les années 2015 à 2019 et 578 500 pour les années 2020 à 2024. Le ralentissement du nombre de postes à pourvoir au cours de la période 2020-2024 résulte du contexte de ralentissement démographique et du commencement de l'ère postérieure aux départs à la retraite des dernières cohortes des bébés-boumeurs.

Au total, selon les prévisions d'Emploi-Québec, 1 372 200 emplois devront être pourvus au Québec pour les années 2015 à 2024. Cela comprend 721 700 postes pour les années 2015 à 2019 et 650 500 pour les années 2020 à 2024.

Le nombre total d'emplois au Québec devrait atteindre 4 288 300 en 2019, puis 4 300 300 en 2024. Pour la période 2015-2019, l'emploi augmentera à un taux annuel moyen de 0,8 %, puis de 0,3 % pour la période 2020-2024. Sur l'ensemble de la période de dix ans (2015-2024), l'emploi augmentera à un taux annuel moyen de 0,6 %. Ce taux est comparable à celui qui est prévu pour la population âgée de 15 ans ou plus durant cette même période. Le chômage enregistrera donc une baisse régulière au cours des années 2015-2024.

GRAPHIQUE 1 Projection de la population du Québec par groupe d'âge, 2013-2024 (en milliers)



La population active et le taux d'activité

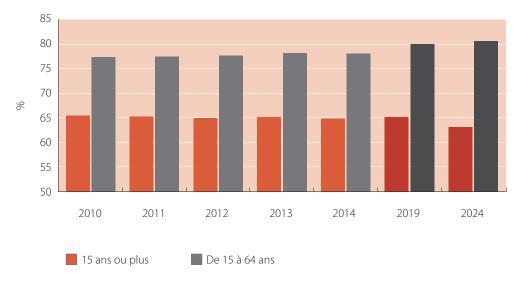
Sur la base des perspectives démographiques présentées ci-dessus, la population active québécoise continuera de croître, mais à un rythme de plus en plus faible. Elle s'élèvera, en 2019, à 4 521 700 personnes, puis à 4 554 400 personnes en 2024.

Cela correspond à un accroissement de la population active de 154 400 personnes pour les années 2015-2024. Cette augmentation sera de 121 700 personnes pour la période 2015-2019 et de seulement 32 700 pour les années 2020-2024⁶.

Compte tenu du contexte de ralentissement démographique, la croissance de la population active continuera de reposer dans une large mesure sur la hausse de la participation des femmes, sur une plus grande fidélité au marché du travail de la part des quinquagénaires et des sexagénaires ainsi que sur un solde migratoire favorable.

Ces facteurs contribueront à ce que la croissance moyenne de la population active soit de 0,5 % par année pour la période de 2015 à 2019. Elle sera légèrement inférieure à celle de la population de 15 ans ou plus (0,6 %). On prévoit donc une relative stabilité du taux d'activité, qui passera de 64,7 % en 2014 à 64,4 % en 2019. Toutefois, la progression du poids relatif des groupes plus âgés entraînera une diminution du taux d'activité de la population de 15 ans ou plus, durant la seconde période (2020-2024), pour s'établir à 62,9 % en 2024. En revanche, le taux d'activité de la population de 15 à 64 ans continuera de progresser, pour atteindre 79,7 % en 2019 et 80,4 % en 2024.

GRAPHIQUE 2 Taux d'activité (en %)



À titre de comparaison, mentionnons que l'arrivée prévue de 121 700 personnes dans les rangs de la population active, entre 2015 et 2019, ne correspond qu'à environ 66,2 % de l'apport observé au cours de la période de 2010 à 2014 (183 700 nouvelles personnes).

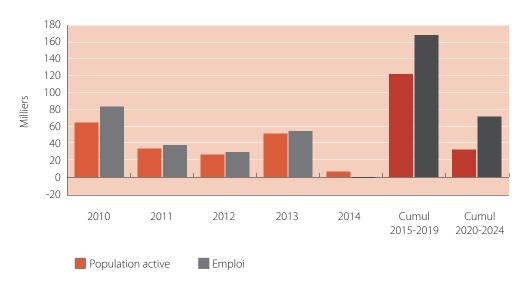
L'emploi et le taux d'emploi

La croissance de l'emploi sera plus importante et plus rapide que celle de la population active (graphique 3). Nous avons déjà indiqué ci-dessus que, pour la période 2015 à 2019, la création de nouveaux emplois devrait comprendre 168 400 postes auxquels s'ajouteront 72 000 postes pour la période 2020 à 2024. On estime donc que 240 400 nouveaux emplois seront créés au Québec au cours de la période 2015-2024.

À ces emplois s'ajouteront les postes à pourvoir à la suite des départs à la retraite. Ils sont estimés à 1 131 800 pour la période 2015 à 2024, dont 553 300 pour les années 2015 à 2019 et 578 500 pour les années 2020 à 2024.

Ainsi, selon les prévisions d'Emploi-Québec pour les années 2015 à 2024, au total, 1 372 200 emplois devront être pourvus au Québec. Cela comprend 721 700 postes pour les années 2015 à 2019 et 650 500 pour les années 2020 à 2024. Les régions connaîtront également une hausse de l'emploi.

GRAPHIQUE 3 Variation annuelle de l'emploi et de la population active (en milliers)

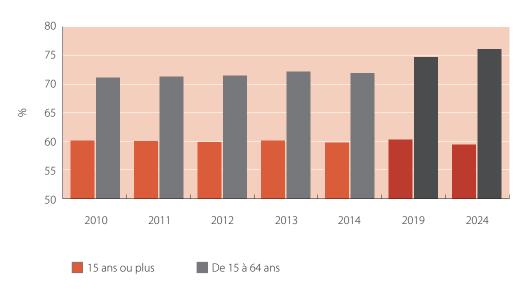


Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active, estimations d'Emploi-Québec pour 2015 à 2024.

Ces perspectives favorables de l'emploi amèneront le taux d'emploi des 15 ans ou plus à atteindre, en 2019, le niveau de 60,2 %. Toutefois, sous l'effet du poids relatif des groupes plus âgés, au sein de la population active, il baissera ensuite lentement pour atteindre 59,4 % en 2024.

Quant au taux d'emploi de la population de 15 à 64 ans, il devrait surpasser, dès 2015, le sommet de 72,2 % enregistré en 2013, pour atteindre 74,7 % en 2019, puis 76,1 % en 2024.

GRAPHIQUE 4 Taux d'emploi (en %)

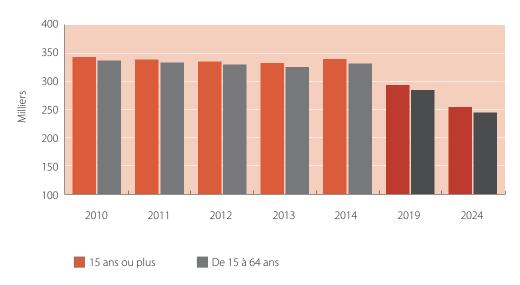


Sources: Statistique Canada, Enquête sur la population active, estimations d'Emploi-Québec pour 2015 à 2024.

Le chômage

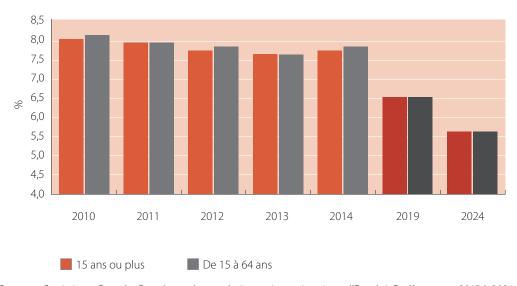
Le chômage connaîtra un repli notable sous l'effet d'un taux de croissance de l'emploi supérieur à celui de la population active. En 2019, il devrait y avoir au Québec 46 700 personnes sans emploi de moins qu'en 2014. En 2024, il devrait y avoir 86 000 chômeurs de moins qu'en 2014. Ainsi, le nombre total de chômeurs devrait passer d'environ 340 000 personnes en 2014 à 293 400 en 2019, puis à près de 254 000 personnes en 2024.

GRAPHIQUE 5 Nombre de chômeurs (en milliers)



L'effet combiné d'un ralentissement de la croissance démographique et d'une croissance de l'emploi plus forte que celle de la population active se traduira par une baisse régulière du taux de chômage de 2015 à 2019, puis de 2020 à 2024. Il atteindra, chez les personnes de 15 ans ou plus, le niveau de 6,5 % en 2019 et même 5,6 % en 2024, soit le taux le plus bas connu depuis 1968. Chez les personnes de 15 à 64 ans, le taux de chômage sera de 6,3 % en 2019 et de 5,4 % en 2024.

GRAPHIQUE 6 Taux de chômage (en %)



^{7.} Il existe différentes hypothèses relatives à l'existence d'un seuil minimum au-dessous duquel le taux de chômage ne pourrait pas descendre sous peine de relancer l'inflation. Selon ces hypothèses, le taux de chômage estimé sur un horizon de dix ans peut varier selon les organismes qui font les prévisions. Malgré ces différences, les estimations du Conference Board du Canada (réalisées en novembre 2015) placent le taux de chômage à 6,9 % en 2024 au Québec. Celles de la Direction de la recherche en politiques d'Emploi et Développement social Canada (ancien RHDCC), réalisées en juillet 2015, mais non publiées, le placent à 6,5 % en 2024.

LES PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCES

La Classification nationale des professions (CNP) répartit les professions en dix **domaines** de compétence. Ces domaines sont : gestion; affaires, finance et administration; sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés; secteur de la santé; sciences sociales, enseignement, administration publique et religion; arts, culture, sports et loisirs; vente et services; métiers, transport et machinerie; secteur primaire; transformation, fabrication et services d'utilité publique.

Par ailleurs, la CNP répartit également les professions selon cinq **niveaux** de compétence, qui sont : gestion (elle est considérée à la fois comme un domaine et un niveau de compétence); professionnel; technique; intermédiaire; élémentaire⁸.

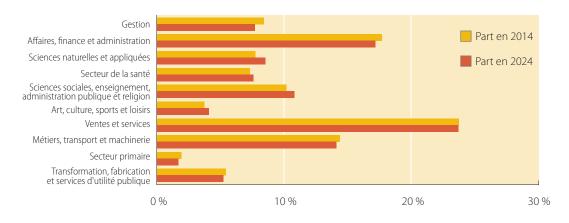
A - Les domaines de compétence

L'analyse par domaine de compétence montre que celui de la vente et des services employait à lui tout seul près du quart de la main-d'œuvre en 2014. Cette proportion demeurera la même en 2024. Ce vaste domaine comprend notamment les professions de la vente en gros et au détail, de la restauration et des services personnels, mais aussi les services de police et d'incendie.

Le domaine de la vente et des services, avec ses 54 400 nouveaux emplois, fournira près du quart des 240 400 emplois supplémentaires prévus entre 2015 et 2024. Les professions des sciences naturelles et appliquées, quant à elles, fourniront 53 700 emplois et celles des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion 50 000 emplois.

Le domaine des affaires, de la finance et de l'administration sera en deuxième place, avec 17,1 % des emplois en 2024 (comparativement aux 17,6 % des emplois en 2014). Le secteur primaire est celui qui a la plus faible part d'emploi (1,6 %) en 2024 (tout comme en 2014 avec 1,9 %).

GRAPHIQUE 7 Part de l'emploi total, en 2014 et 2024, par domaine de compétence (en %)



Ressources humaines et Développement social Canada, Classification nationale des professions 2006 — Descriptions des professions, Ottawa, 2006.

B - Les niveaux de compétence

L'analyse par niveau de compétence montre qu'en 2024, comme en 2014, la majorité des emplois se concentrent dans les métiers du niveau technique et du niveau intermédiaire. En effet, ceux de niveau **technique**, dont la plupart demandent une formation technique collégiale ou une formation professionnelle du secondaire, occuperont le plus de main-d'œuvre en 2024 (avec 34,3 % de l'emploi total) comme en 2014 (avec 33,2 %). Ils seront suivis par les emplois de niveau **intermédiaire**, pour lesquels un diplôme d'études secondaires et une courte formation en entreprise sont généralement suffisants, avec 26,9 % de l'emploi total en 2024, comme en 2014 (avec 27,9 %).

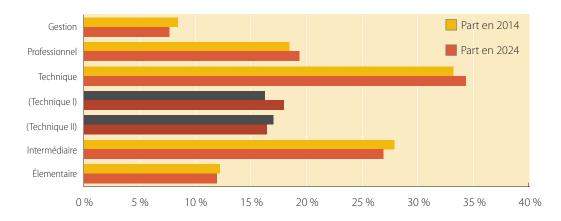
Les emplois de niveau **professionnel**, pour lesquels une formation universitaire est normalement exigée, occuperont 19,3 % de la main-d'œuvre, tandis que 7,6 % de celle-ci occupera des emplois de **gestion** en 2024. Finalement, les emplois de niveau **élémentaire**, pour lesquels les exigences sont minimales, occuperont 11,9 % de la main-d'œuvre en 2024.

Sur le plan de la croissance annuelle moyenne, c'est le niveau **professionnel**, qui requiert généralement une formation universitaire, qui est appelé à connaître le plus fort taux, soit 1,1 % par an⁹. Cela se traduira par un total de 83 000 nouveaux emplois pour la période 2015-2024.

Le niveau **technique**, avec un taux de croissance de 0,9 % par an, générera 128 000 nouveaux emplois. La grande majorité de ces emplois (86 %, soit 110 500 emplois) seront de niveau **technique I**, c'est-à-dire ceux pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée. Le reste (14 %, soit 17 400 nouveaux emplois) sera de niveau **technique II**, qui comprend les métiers demandant normalement une formation professionnelle du secondaire.

Les métiers de niveau **élémentaire**, exercés par plus de 510 000 personnes en 2024, devraient fournir 17 700 emplois de plus durant la même période 2015-2024.

GRAPHIQUE 8-A Part de l'emploi total, en 2014 et 2024, par niveau de compétence (en %)



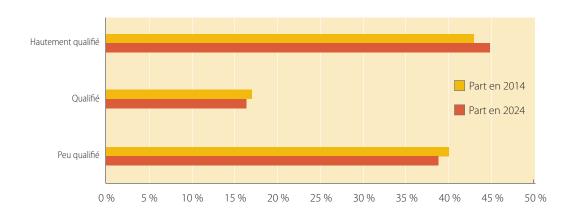
^{9.} C'est presque le double de la croissance annuelle moyenne (0,6 %) de l'emploi total, pour la même période.

Pour raffiner cette analyse, il est possible de regrouper ces niveaux de compétence en trois grands niveaux de qualification. D'abord, le « hautement qualifié », qui comprend les niveaux de gestion, professionnel et technique I. Ensuite, le « qualifié », qui comprend le niveau technique II. Finalement, le « peu qualifié », qui comprend les niveaux intermédiaire et élémentaire.

Comme le montre le graphique ci-dessous, c'est la part de l'emploi du niveau hautement qualifié qui a augmenté entre 2014 et 2024, passant de 43,0 % à 44,8 %. Les parts des deux autres niveaux (**qualifié** et **peu qualifié**) sont en baisse.

Aussi, c'est le niveau hautement qualifié qui s'accaparera la majorité de la création nette d'emplois de la période 2015-2024, avec 182 000 des 240 400 emplois.

GRAPHIQUE 8-B Part de l'emploi total, en 2014 et 2024, par niveau de qualification (en %)



C - Les perspectives de l'emploi par industrie

Rappelons que le scénario des perspectives de moyen terme d'Emploi-Québec prévoit une croissance moyenne de l'emploi de 0,8 % par année, pour la période 2015 à 2019. La majorité des 33 industries connaîtront une croissance de l'emploi.

Le scénario des perspectives de long terme d'Emploi-Québec prévoit une croissance moyenne de l'emploi de 0,3 % par année, pour la période 2020 à 2024. Pour l'ensemble de la période 2015-2024, on prévoit une croissance moyenne de l'emploi de 0,6 % par année.

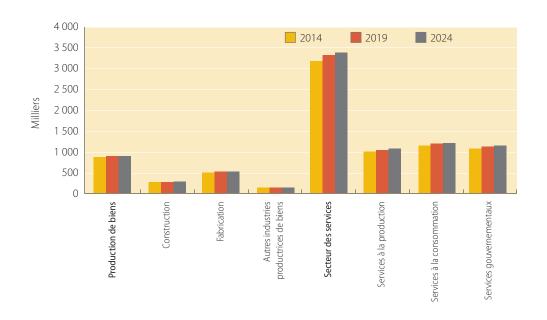
Une grande partie de la croissance prévue de l'emploi se manifestera dans le secteur des services, où elle sera en moyenne de 0,9 % par année, entre 2015 et 2019, et de 0,4 % entre 2020 et 2024. Le nombre d'emplois augmentera aussi dans le secteur de la production de biens, où la croissance sera en moyenne de 0,4 % par année, entre 2015 et 2019, et de 0,2 % entre 2020 et 2024. Cependant, on observe néanmoins, autant dans le secteur de la production de biens que dans le secteur des services, que l'évolution de l'emploi est appelée à connaître un sort variable d'une industrie à une autre.

Pour la période 2015 à 2019, les neuf industries qui devraient enregistrer des pertes d'emplois (minimes dans certaines industries) se trouvent presque toutes dans le secteur de la production de biens et ne fournissaient que 10 % de l'emploi total en 2014.

Pour la période 2020 à 2024, les sept industries qui devraient enregistrer des pertes d'emplois (minimes dans certaines industries) se trouvent toutes dans le secteur de la production de biens et ne fournissaient que 4,6 % de l'emploi total en 2014.

Finalement, la répartition de l'emploi total entre les deux grands groupes (le secteur de la production de biens – environ 20 % – et celui des services – environ 80 %) demeurera stable dans le temps et toujours favorable au secteur des services.

GRAPHIQUE 9 Nombre d'emplois dans les grands secteurs d'activité économique (en milliers)



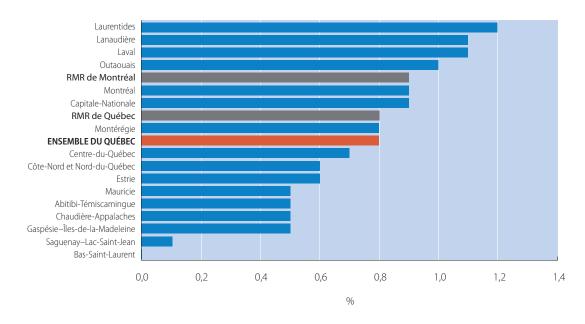
LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES RÉGIONS

Pour la période 2015 à 2019, l'emploi sera en croissance dans toutes les régions du Québec. Les estimations du modèle d'Emploi-Québec ont été ajustées par des économistes et des analystes du marché du travail des directions régionales d'Emploi-Québec¹⁰. Selon les résultats finaux obtenus, la région administrative des Laurentides se classera première au chapitre du taux de croissance annuel moyen de l'emploi (1,2 %), dépassant la grande majorité des autres régions du Québec. Elle est suivie de près par les régions de Laval et de Lanaudière (1,1 %).

À l'exception de l'Outaouais (1 %) et de la Capitale-Nationale (0,9 %), toutes les régions où la croissance prévue de l'emploi est égale ou supérieure à la moyenne québécoise (0,8 %) se trouvent dans la grande région de Montréal. Dans la région métropolitaine de recensement de Montréal¹¹, on prévoit une croissance de l'emploi de 0,9 % par année.

La croissance sera moins rapide dans les régions ressources, qui occupent six des huit derniers rangs à ce chapitre, la croissance prévue dans ces régions variant de 0 % à 0,6 % annuellement. Les régions de la Chaudière-Appalaches (0,5 %), de l'Estrie (0,6 %) et du Centre-du-Québec (0,7 %) connaîtront, elles aussi, une croissance de l'emploi en deçà de la moyenne.

GRAPHIQUE 10 Croissance annuelle moyenne de l'emploi au Québec et dans les régions, entre 2015 et 2019



^{10.} Les perspectives du marché du travail régional ont été produites par les économistes et les analystes du marché du travail des directions régionales d'Emploi-Québec avec le soutien de l'équipe responsable des perspectives du marché du travail québécois. Les lecteurs et les lectrices pourront s'adresser à l'économiste de leur direction régionale pour avoir plus d'information sur les tendances du marché du travail dans leur région.

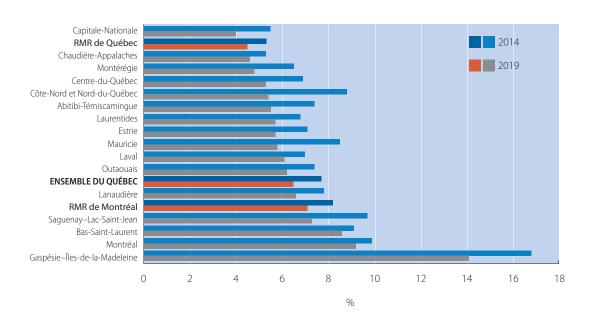
^{11.} La région métropolitaine de recensement de Montréal comprend les régions administratives de Montréal et de Laval ainsi que la couronne, soit une partie des régions administratives de la Montérégie, de Lanaudière et des Laurentides.

La hausse de l'emploi, durant la période 2015 à 2019, entraînera une baisse du taux de chômage dans toutes les régions. La plupart d'entre elles auront alors un taux de chômage inférieur à 7 % en 2019, et neuf des seize régions devraient afficher un taux de chômage inférieur à 6 %. Les régions de la Capitale-Nationale (4,0 %), de la Chaudière-Appalaches (4,6 %) et de la Montérégie (4,8 %) se distingueront par un taux de chômage inférieur à 5 % en 2019. Suivront, dans l'ordre, les régions du Centre-du-Québec (5,3 %), de la Côte-Nord et Nord-du-Québec (5,4 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (5,5 %), des Laurentides (5,7 %) et de l'Estrie (5,7 %).

Le taux de chômage de la région métropolitaine de recensement de Québec (qui comprend les villes de Québec et de Lévis ainsi que les localités avoisinantes) sera de 4,5 % en 2019. Celui de la région métropolitaine de recensement de Montréal sera de 7,1 %.

Le taux de chômage des régions ressources se situe traditionnellement parmi les plus hauts. La situation commence toutefois à changer dans plusieurs de ces régions, qui devraient voir leur taux de chômage se confondre plus ou moins avec la moyenne québécoise en 2019. Malgré l'importante amélioration prévue, le taux de chômage de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (14,1 %) continuera d'être le plus élevé. Le taux de chômage de la région administrative de Montréal, de 9,2 % en 2019, sera le plus élevé après celui de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

GRAPHIQUE 11 Taux de chômage au Québec et dans les régions en 2014 et en 2019



LA DEMANDE DE REMPLACEMENT GÉNÉRÉE PAR LES DÉPARTS À LA RETRAITE

La croissance de l'emploi n'est pas le seul facteur qui détermine les besoins de main-d'œuvre. Au cours des années 2015 à 2019, plus de 553 300 personnes¹² au Québec devraient prendre leur retraite et il faudra les remplacer. Entre 2020 et 2024, plus de 578 500 autres personnes devraient aussi prendre leur retraite. Pour l'ensemble de la période (2015 à 2024), c'est plus de 1,1 million de personnes qui devraient quitter le marché du travail. Cela signifie qu'il faudra remplacer, en dix ans, plus du quart (27,9 % précisément) de la main-d'œuvre en emploi en 2014.

En additionnant les besoins liés au remplacement des futurs retraités et la création nette prévue d'emplois, on obtient un total d'environ 1 372 200 postes à pourvoir entre 2015-2024, dont 721 700 postes (53 %) pour les années 2015-2019.

Pour l'ensemble du Québec, les besoins liés au remplacement des personnes qui prendront leur retraite représentent 77 % des besoins nets de main-d'œuvre au cours des cinq prochaines années¹³. Cette proportion atteint ou dépasse les 90 % dans les régions du Bas-Saint-Laurent (99 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (96 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (91 %). Le remplacement des futurs retraités représente environ 70 % de ces besoins dans certains cas, comme à Laval (65 %), Montréal (71 %), les Laurentides (71 %), Lanaudière (71 %), l'Outaouais (72 %) et la région métropolitaine de recensement de Montréal (70 %).

Analyse par niveau de compétence

L'analyse des départs à la retraite par niveau de compétence montre que certains niveaux sont plus touchés que d'autres. Ainsi, au cours de la période 2015 à 2019, près d'un poste de **gestion** sur cinq (18 % précisément) existant en 2014 verra son titulaire quitter le marché du travail (il s'agit de 60 700 personnes sur les 339 300 en emplois en 2014). Le phénomène sera plus marqué sur la période de dix ans (2015 à 2024), puisque plus du tiers des gestionnaires sera à remplacer (il s'agit de 119 100 personnes sur les 339 300 en emplois en 2014).

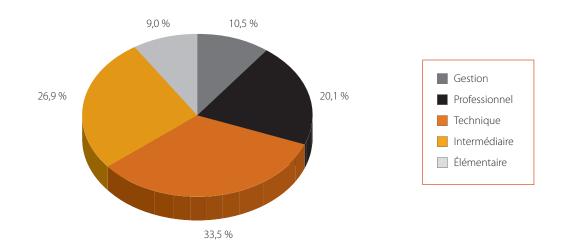
Les besoins de main-d'œuvre occasionnés par les départs à la retraite des **professionnels** (niveau de compétence **A**, nécessitant généralement une formation universitaire) seront aussi importants. Ainsi, sur une période de cinq ans (2015-2019), 14,6 % des emplois existant en 2014 seront à remplacer. Le phénomène sera plus marqué sur la période de dix ans (2015 à 2024), puisque près du tiers des professionnels sera à remplacer (30 % précisément, soit 227 800 des 747 400 en emploi en 2014).

L'analyse des départs à la retraite (selon la part par rapport au total) par niveau de compétence montre que certains niveaux seront plus touchés que d'autres. Ainsi, la répartition des départs à la retraite, au cours de la période de 2015 à 2019 ainsi que celle de 2015 à 2024, montre que le niveau **technique** (niveau de compétence **B**, nécessitant généralement une formation collégiale) fournira près du tiers des postes qui seront libérés (32,9 % et 33,5 % respectivement). Le niveau **intermédiaire** (niveau de compétence **C**, nécessitant généralement une formation de niveau secondaire ou une formation spécifique à la profession, ou les deux) suit, avec des parts de 27,3 % pour les cinq premières années (2015 à 2019) et 26,9 % pour la période de 2015 à 2024.

^{12.} Le nombre de personnes nouvellement retraitées est estimé en fonction du nombre de nouvelles et de nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime de rentes du Québec, selon le dernier exercice d'évaluation actuarielle du 31 décembre 2014..

^{13.} Ce pourcentage passe à plus de 80 % au cours des dix prochaines années.

GRAPHIQUE 12 Répartition des départs à la retraite par niveau de compétences (2015-2024)



Sources: Statistique Canada, Enquête sur la population active, estimations d'Emploi-Québec pour 2015 à 2024.

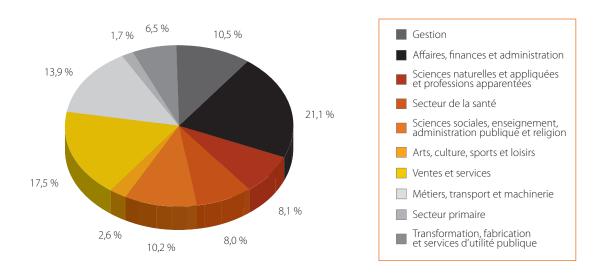
Analyse par domaine de compétence

Selon les domaines de compétence, outre les emplois de gestion analysés ci-dessus, environ le tiers des personnes occupant un emploi dans le domaine de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique (73 600 sur 217 600 en emploi en 2014), dans celui des affaires, de la finance et de l'administration (238 700 sur 716 200 en emploi en 2014), dans celui de la santé (91 000 sur 295 300 en emploi en 2014) et dans celui des sciences naturelles et appliquées (91 200 sur les 311 200 en emploi en 2014) pourront quitter le marché du travail^{1,4}, sur la période de dix ans (2015 à 2024).

L'analyse des départs à la retraite (selon la part par rapport au total) par domaine de compétence montre que plus d'un cinquième des personnes occupant un emploi dans le domaine **des affaires, de la finance et de l'administration** auront quitté le marché du travail (pour la période de 2015 à 2019 ainsi que celle de 2015 à 2024). Ensuite, le groupe du personnel du domaine **des ventes et services** affichera 17,5 % des départs à la retraite, pour ces mêmes périodes.

^{14.} La répartition des futurs retraités et retraitées selon les domaines et les niveaux de compétence a été obtenue en se basant sur les projections des nouveaux bénéficiaires de la Régie des rentes du Québec.

GRAPHIQUE 13 Répartition des départs à la retraite par domaine de compétence (2015-2024)



L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE

Plus de 700 000 postes seront à pourvoir au cours des années 2015 à 2019. On prévoit que l'offre de main-d'œuvre sera suffisante pour répondre à cette demande. Cependant, on ne saurait prédire des pénuries de main-d'œuvre, mais des situations de rareté relatives pourront se manifester pour certaines professions.

En utilisant les prévisions démographiques de l'ISQ et certaines hypothèses sur le taux d'activité, nous avons estimé les diverses sources de l'offre de travail. Ainsi, la première est constituée par les **jeunes** qui entreront sur le marché du travail après avoir terminé leurs études. La deuxième est constituée par la **future population immigrante**, dont le taux de participation élevé au marché du travail contribuera à l'augmentation de la population en âge de travailler. Par ailleurs, les **personnes de 65 ans ou plus** seront plus nombreuses à travailler. Enfin, les **personnes en chômage** pourront, en obtenant un emploi, répondre à une partie des besoins de main-d'œuvre.

Répartition de l'offre de main-d'œuvre pour la période 2015 à 2019

En 2014, le Québec comptait 393 600 jeunes de 10 à 14 ans qui atteindront, au cours des cinq prochaines années, l'âge d'entrer sur le marché du travail, souvent en continuant leurs études. On dénombrait également près de 979 900 jeunes de 15 à 24 ans, qui poursuivront leur transition entre les études et le marché du travail. L'arrivée de tous ces jeunes sur le marché du travail, au cours des années 2015 à 2019, permettra de pourvoir quelque 355 300 postes (ou 52 % de l'offre totale).

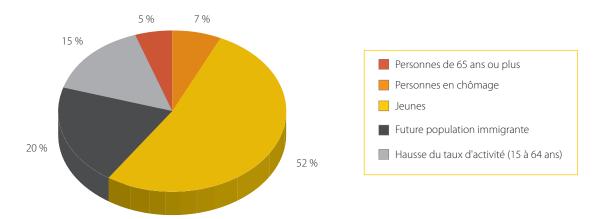
Le Québec est une terre d'immigration nette, les personnes qui y arrivent étant bien plus nombreuses que celles qui partent s'établir ailleurs, dans une autre province ou un autre pays. L'apport migratoire net à la population en âge de travailler sera de plus de 165 300 personnes au cours des années 2015 à 2019, selon le plus récent scénario démographique de l'Institut de la statistique du Québec. Plus de 137 700 d'entre elles se retrouveront sur le marché du travail (ou 20 % de l'offre totale).

La participation au marché du travail de la population québécoise âgée de 15 à 64 ans est déjà parmi les plus élevées des pays industrialisés, puisque le taux d'activité a atteint 78 % en 2014. Ce taux devrait néanmoins continuer à s'élever au cours des prochaines années. Cette augmentation de la participation fournira au marché du travail un afflux supplémentaire de quelque 104 600 personnes (ou 15 % de l'offre totale), dont 41 800 proviendront de la population de 55 à 64 ans (ou 6 % de l'offre totale).

La hausse de la participation au marché du travail des personnes de 65 ans ou plus, observée depuis le début des années 2000, se poursuivra. L'augmentation rapide de cette population, occasionnée par l'arrivée des premiers bébé-boumeurs dans ses rangs et combinée à un taux d'activité toujours en croissance, fera augmenter de près de 50 % le nombre d'aînés présents sur le marché du travail. Cela représentera un apport de près de 37 100 personnes dans la population active (ou 5 % de l'offre totale).

Enfin, le Québec comptait 340 300 personnes en chômage en 2014. La résorption du chômage au cours des prochaines années (entre 2015 et 2019) permettra de doter près de 46 700 postes (ou 7 % de l'offre totale).

GRAPHIQUE 14 Provenance de l'offre de main-d'œuvre au cours des années 2015 à 2019



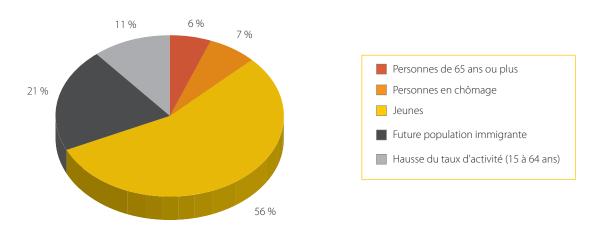
Source: Estimations d'Emploi-Québec.

Répartition de l'offre de main-d'œuvre pour la période 2015 à 2024

Au cours des dix prochaines années (2015-2024), le marché du travail québécois aura besoin de 240 400 personnes pour répondre à la croissance de l'emploi. Il aura également besoin de près de 1,132 million de personnes pour prendre la relève de celles qui partiront à la retraite. Au total, 1,372 million de personnes devront entrer ou retourner sur le marché du travail pour répondre aux besoins de celui-ci.

La composition de l'offre de travail estimée pour la période 2015 à 2024 est proche de celle indiquée pour 2015 à 2019. Cependant, le poids relatif des jeunes (56 % de l'offre totale), de l'immigration (21 %) et des personnes de 65 ans ou plus (6 %) s'est accru, alors que celui du taux d'activité des 15 à 64 ans (11 %) va baisser durant la période de 2015-2024 comparativement à la période de 2015-2019. Finalement, le poids relatif du chômage (7 %) est demeuré stable.

GRAPHIQUE 15 Provenance de l'offre de main-d'œuvre au cours des années 2015 à 2024



Source: Estimations d'Emploi-Québec.

PERSPECTIVES À MOYEN (2015-2019) ET À LONG TERME (2015-202^a

ANNEXE

TABLEAUX STATISTIQUES

TABLEAU 1

Les indicateurs du marché du travail des 15 ans ou plus

	2014	2019				2024						
			Variation par rapport à 2014			Variation par rapport à 2019		Variation par rapport à 2014				
	Valeur	Valeur	(000)	%	points de %	Valeur	(000)	%	points de %	(000)	%	points de %
Population (000)	6 802,2	7 025,7	223,5	3,3		7 243,8	218,1	3,1		441,6	6,5	
Population active (000)	4 400,0	4 521,7	121,7	2,8		4 554,4	32,7	0,7		154,4	3,5	
Emploi (000)	4 059,9	4 228,3	168,4	4,1		4 300,3	72,0	1,7		240,4	5,9	
Chômage (000)	340,1	293,4	-46,7	-13,7		254,1	-39,3	-13,4		-86,0	-25,3	
Taux d'activité (%)	64,7	64,4			-0,3	62,9			-1,5			-1,8
Taux de chômage (%)	7,7	6,5			-1,2	5,6			-0,9			-2,1
Taux d'emploi (%)	59,7	60,2			0,5	59,4			-0,8			-0,3

TABLEAU 2 Les indicateurs du marché du travail des 15-64 ans

	2014		20	19		2024						
			Variation par rapport à 2014				Variation par rapport à 2019			Variation par rapport à 2014		
	Valeur	Valeur	(000)	%	points de %	Valeur	(000)	%	points de %	(000)	%	points de %
Population (000)	5 462,0	5 436,0	-26,0	-0,5		5 380,2	-55,8	-1,0		-81,8	-1,5	
Population active (000)	4 260,8	4 333,7	72,9	1,7		4 324,6	-9,1	-0,2		63,8	1,5	
Emploi (000)	3 928,9	4 060,9	132,0	3,4		4 091,7	30,8	0,8		162,8	4,1	
Chômage (000)	331,9	272,9	-59,0	-17,8		233,0	-39,9	-14,6		-98,9	-29,8	
Taux d'activité (%)	78,0	79,7			1,7	80,4			0,7			2,4
Taux de chômage (%)	7,8	6,3			-1,5	5,4			-0,9			-2,4
Taux d'emploi (%)	71,9	74,7			2,8	76,1			1,3			4,2

TABLEAU 3 L'emploi par secteur d'activité

	2014		2019		2024					
		Variation par rapport à 2014			Variation par rapport à 2019		Variation par rapport à 2014			
	Valeur	Valeur	(000)	%	Valeur	(000)	%	(000)	%	
Secteur de la production de biens	862,9	880,7	17,8	2,1	889,8	9,1	1,0	26,9	3,1	
Construction	255,6	261,3	5,7	2,2	265,3	4,0	1,5	9,7	3,8	
Fabrication	489,9	502,2	12,3	2,5	505,6	3,4	0,7	15,7	3,2	
Autres industries productrices de biens	117,4	117,2	-0,2	-0,2	118,9	1,7	1,5	1,5	1,3	
Secteur des services	3 197,0	3 347,6	150,6	4,7	3 410,4	62,8	1,9	213,4	6,7	
Services à la production	991,9	1 041,3	49,4	5,0	1 063,7	22,4	2,2	71,8	7,2	
Services à la consommation	1 142,3	1 190,9	48,6	4,3	1 211,3	20,4	1,7	69,0	6,0	
Services gouvernementaux	1 062,8	1 115,4	52,6	4,9	1 135,4	20,0	1,8	72,6	6,8	
Emploi total	4 059,9	4 228,3	168,4	4,1	4 300,3	72,0	1,7	240,4	5,9	

Note: La somme des composantes peut différer du total en raison de l'arrondissement des données.

Secteur de la production de biens : Fabrication, Construction et Autres industries productrices de biens

Autres industries productrices de biens : Agriculture, Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz et Services publics.

Secteur des services : Services à la production, Services à la consommation et Services gouvernementaux

Services à la production : Commerce de gros, Transport et entreposage, Finance, assurances, immobilier et location, Services professionnels scientifiques et techniques, Services aux entreprises, bâtiments et de soutien.

Services à la consommation : Commerce de détail, Information, culture et loisirs, Hébergement et Services de restauration, autres services

Services gouvernementaux: Services d'enseignement, Soins de santé et assistance sociale, Administration publique.

TABLEAU 4 Prévision des besoins de main-d'œuvre de 2015 à 2019, selon la région

	Croissance prévue de l'emploi	Remplacement prévu lié à la retraite*	Demande totale
Gaspésie–îles-de-la-Madeleine	900	9 500	10 400
Bas-Saint-Laurent	100	18 500	18 600
Capitale-Nationale	17 500	53 300	70 800
Chaudière-Appalaches	5 100	34 000	39 100
Estrie	5 000	23 500	28 500
Centre du Québec	3 900	18 800	22 700
Montérégie	33 000	102 000	135 000
Montréal	41 300	102 800	144 100
Laval	12 800	24 100	36 900
Lanaudière	14 200	35 100	49 300
Laurentides	17 700	42 400	60 100
Outaouais	9 400	24 200	33 600
Abitibi-Témiscamingue	2 000	11 500	13 500
Mauricie	3 000	22 100	25 100
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 000	22 800	23 800
Côte-Nord et Nord-du-Québec	1 400	8 700	10 100
RMR de Québec	17 000	56 500	73 500
RMR de Montréal	96 700	224 900	321 600
Ensemble du Québec	168 400	553 300	721 700

^{*}Ce nombre correspond à une régionalisation, faite par Emploi-Québec, des nouvelles rentières et des nouveaux rentiers prévus par la Régie des rentes du Québec (excluant les nouvelles rentières et les nouveaux rentiers hors du Québec). Les chiffres ont été arrondis.

MÉTHODOLOGIE DES PRÉVISIONS D'EMPLOI À EMPLOI-QUÉBEC

Présentation sommaire

Emploi-Québec, organisme rattaché au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), fait chaque année des prévisions du marché du travail à moyen (cinq ans) et à long terme (dix ans).

Ces prévisions portent sur l'emploi par industrie et par profession, de même que sur la participation au marché du travail et sur le chômage. Elles se fondent sur les prévisions économiques à moyen et à long terme du Conference Board du Canada (CBoC), notamment celles qui touchent la consommation des ménages, les dépenses gouvernementales, les investissements privés et publics, les exportations et les importations, ainsi que l'évolution du taux de change.

C'est donc dire qu'Emploi-Québec ne fait pas de prévisions économiques et que si la croissance économique constatée au cours de la période de prévision est différente de celle que prévoit le CBoC, l'évolution de l'emploi pourrait aussi différer de celle qu'entrevoit Emploi-Québec dans ses prévisions.

Prévisions de l'évolution de l'emploi par industrie

La démarche d'Emploi-Québec s'appuie sur le plus récent scénario de prévision du CBoC. À l'aide d'un outil économétrique élaboré selon ses spécifications par le CBoC et basé en particulier sur des équations de production découlant de la matrice d'entrées-sorties pour le Québec de Statistique Canada, l'agence effectue d'abord une répartition par industrie, pour chacune des années de prévision, du volume de production prévu par le CBoC pour le Québec.

Par la suite, Emploi-Québec estime la productivité du travail par industrie pour chacune des années de prévision, à partir de la tendance observée par le passé. Pour les perspectives à moyen terme (sur cinq ans), elle procède à une estimation de la productivité dans 33 industries, alors que pour les perspectives à long terme (sur dix ans), l'estimation porte sur 6 industries ou regroupements d'industries.

L'agence estime en dernier lieu l'emploi par industrie pour chacune des années de prévision en divisant le volume de production prévu de chaque industrie par la productivité du travail projetée de chacune. L'emploi total pour chaque année de prévision correspond à la somme de l'emploi annuel dans chacune des industries.

Prévisions des autres caractéristiques du marché du travail

Emploi-Québec calcule la population en âge de travailler pour la période de prévision en appliquant à la population des groupes d'âge de l'année de référence, selon l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, les taux de croissance estimés à partir du plus récent scénario démographique de référence de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Ce calcul est fait pour chaque année de la période.

L'agence estime le taux d'activité de chacune de ces années en se basant sur l'évolution passée de ce taux au Québec selon les groupes d'âge et en tenant compte de l'évolution du taux d'activité au Canada, en Ontario et dans les pays développés.

Les autres caractéristiques sont obtenues par identité: le taux d'emploi correspond au nombre d'emplois divisé par le nombre de personnes en âge de travailler; on obtient la population active en multipliant le nombre de personnes en âge de travailler par le taux d'activité; le chômage correspond à la population active moins le nombre de personnes en emploi; on obtient enfin le taux de chômage en divisant le nombre de chômeuses et chômeurs par la population active. Cette méthode est aussi utilisée par le Conference Board du Canada.

Les prévisions par région

On calcule l'emploi par industrie et par région, pour la période de prévision, à partir de l'historique des parts de l'emploi de chaque région par rapport à l'ensemble du Québec. Pour plusieurs industries, les prévisions d'emploi par région sont ajustées en fonction de l'évolution démographique prévue dans chaque région.

Comme l'estimation de la population de 15 ans ou plus par région, pour la période de prévision, est effectuée à partir du scénario démographique de l'ISQ (2014), le taux d'emploi par région est calculé par identité, en divisant l'emploi par la population de 15 ans ou plus. Emploi-Québec calcule le taux d'activité par région pour la période de prévision à partir : 1) de l'écart observé dans le passé entre le taux d'activité de la région et le taux d'activité du Québec; 2) de l'évolution prévue de l'écart entre le taux d'emploi de la région et celui du Québec. Les autres caractéristiques du marché du travail régional (population active, chômage et taux de chômage) sont ensuite obtenues par identité.

Les perspectives à moyen terme (sur cinq ans) sont établies pour 16 régions administratives (la Côte-Nord et le Nord-du-Québec sont réunies dans ce cas) et pour les 2 grandes régions métropolitaines de recensement, celles de Montréal et de Québec. Les perspectives à long terme (sur dix ans) se font selon les trois regroupements suivants : la grande région de Montréal, les autres régions centrales et les régions ressources.

RÉFÉRENCES

CONFERENCE BOARD DU CANADA. Regional Shakeup. The Impact of Lower Oil Prices on Canada's Economy, 2015, 21 pages.

CONFERENCE BOARD DU CANADA. Canadian Outlook 2016. Long-Term Economic Forecast, 2015, 150 pages.

CONFERENCE BOARD DU CANADA. Canadian Outlook. Economic Forecast, autumn 2015, 94 pages.

CONFERENCE BOARD DU CANADA. Canadian Outlook. Economic Forecast, summer 2015, 96 pages.

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Provincial Outlook 2015. Long-Term Economic forecast*, 2015, 166 pages.

CONFERENCE BOARD DU CANADA. Provincial Outlook. Economic Forecast, summer 2015, 86 pages.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. World Economic Outlook. Adjusting to Lower Commodity Prices, october 2015, 231 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Perspectives démographiques du Québec et des régions*, 2011-2061, édition 2014, 124 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Produit intérieur brut réel selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2007, Québec, 2007-2014,* 25 septembre 2015.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 97, juin 2015, 376 pages.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 98, novembre 2015, 336 pages.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2015*, juillet 2015, 330 pages.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC. Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012, 2013, 169 pages.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC. *Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite de la RRQ*. Données compilées pour Emploi-Québec à partir du fichier des bénéficiaires au 31 décembre 2012.

STATISTIQUE CANADA. Enquête sur la population active, compilations spéciales, 2015.

STATISTIQUE CANADA. *Guide de l'Enquête sur la population active 2015*, n° 71-543-G, août 2015, 97 pages.

STATISTIQUE CANADA. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), Canada 2007, n° 12-501-XPF, mars 2007, 829 pages.





www.imt.emploiquebec.gouv.qc.ca